

Le Sahel à l'épreuve du radicalisme violent : défis et résilience

Pr. Ouelhadj FERDIOU

Faculté des sciences politiques et Relations internationales,
Université d'Alger 3

Résumé

L'instabilité au Sahel ne dérive pas uniquement des conflits intercommunautaires, d'un certain *irrédentisme targui*, ou des *déficits de gouvernance locale*. Elle résulte fondamentalement d'un processus de *radicalisation religieuse* qui tire profit de deux *mamelles nourricières*: le *sous-développement endémique*, qui en constitue le *substrat socio-économique* et l'*islamisme salafiste*, représentant sa *matrice idéologique*. Ainsi, si les mouvements revendicatifs qui se sont exprimés à plusieurs reprises dans le nord-Mali, prennent incontestablement l'empreinte d'une contestation politique générée par la détérioration continue des conditions de vie des populations de la région, ils ne sont pas moins parasités par l'émergence d'un radicalisme violent d'un autre genre: le *salafisme djihadiste* soutenu par certaines monarchies du Golfe.

Mots-clés : instabilité au Sahel, radicalisme violent, islamisme salafiste, djihadisme.

Les attentats terroristes récurrents commis au Sahel indiquent une évidence : plus que de simples excès de violence engendrés par des aléas sociopolitiques imputables à des déficits de gouvernance locale, il s'agit bien d'une manifestation caractéristique d'un phénomène tentaculaire d'essence *idéologique*, fortement teinté de religiosité et que les analystes désignent sous le vocable générique de *salafisme djihadiste*⁽¹⁾.

De fait, depuis l'émergence d'Al *Qaïda*, le monde découvre la réalité d'une menace de déstabilisation d'ampleur planétaire, même si les

cibles de l'*hyperterrorisme* qu'incarnait l'organisation d'Oussama Ben Laden semblaient se confiner largement dans les pays majoritairement musulmans. Or, s'il est vrai que le terrorisme est, par essence, un phénomène complexe et protéiforme et les mouvances islamistes souvent associées à une *nébuleuse* aux contours indéfinis, il reste que le Sahel constitue aujourd'hui une des régions de polarisation du *radicalisme violent*. Dès lors, son emprise ne menace pas la stabilité des seuls pays de la zone sahélo-saharienne, mais représente un défi de sécurité aux ramifications régionales et internationales. A ce titre, le *radicalisme violent* requiert l'implication de la communauté internationale en vue non seulement de combattre les groupes terroristes, mais plus fondamentalement encore, d'en juguler l'activisme par le tarissement de leurs sources de financement et, surtout, par la restriction des espaces de diffusion de l'extrémisme qui leur sert de *matrice idéologique*, favorisant l'entretien de leur vivier de recrutement.

I- Aux sources du terrorisme au Sahel-sahara, l'extrémisme religieux

Si l'apparition des premiers groupes terroristes dans la zone sahélo-saharienne remonte aux années quatre-vingt-dix et s'est intensifiée dans le prolongement de la crise libyenne de 2011, le radicalisme religieux au Sahel qui leur sert de tremplin idéologique semble puiser ses sources de l'implantation, depuis le début du XIX^{ème} siècle, des mouvements islamiques dits « réformistes », fortement inspirés de la doctrine *hanbalite* qui constitue, elle-même, le fondement du *wahhabisme* auquel s'apparente la théocratie saoudienne⁽²⁾. En effet, c'est par le biais de la Jamaat' Tabligh proche de l'école *hanafite*⁽³⁾ que le prosélytisme d'essence wahhabite a pris racine au Sahel et s'est particulièrement étendu depuis les années 1980, sous sa variante la plus radicale que représente le *salafisme djihadiste*⁽⁴⁾. Pour autant, il est vrai que le *djihadisme* n'aurait certainement pas eu autant de prise au sahel-Sahara, si cette zone n'offrait pas les conditions objectives favorables à l'implantation de l'extrémisme salafiste et, surtout, si les relais de diffusion de cette idéologie ne bénéficiaient pas de soutiens multiformes, à l'instar de celui des financements extérieurs sous couvert de mécénat au profit des œuvres caritatives, de formation des imams et de construction de mosquées, mais aussi de l'appui logistique des réseaux de la criminalité organisée dans le cadre du système de protection réciproque.

1-1 Les aspects généraux du radicalisme religieux au Sahel

Devenue l'une des formes d'expression les plus saillantes de la radicalité au Sahel, l'idéologie salafiste véhicule un ensemble de croyances essentiellement fondées sur le postulat de déviance des sociétés musulmanes contemporaines, par rapport aux préceptes de l'*islam originel* et de la *sunna* du prophète. En particulier, les élites gouvernantes représentent les cibles privilégiées de la rhétorique salafiste qui met en exergue leur *occidentalisation* et appelle au *djihadisme salvateur*, seul à même d'affranchir la *oumma islamiya* (communauté islamique) des souillures occasionnées par les pratiques des élites *laïques perverses*, accusées de corruption, de malversations et de complicité avec les puissances judéo-chrétiennes, supposées irrémédiablement engagées dans les croisades anti-islamiques.

Au demeurant, le *radicalisme religieux* au Sahel n'est pas un phénomène caractéristique du XXI^{ème} siècle, mais plonge ses racines historiques dans les périodes qui ont longtemps précédé les indépendances africaines au sud du Sahara.

Ainsi, dès le début du XIX^{ème} siècle, les régions du Mali actuel ont été le théâtre d'incubation du *radicalisme* et des campagnes *guerrières* menées localement, sous le leadership de certains adeptes de la confrérie *Qaddiriya*⁽⁵⁾.

De fait, ce fut en 1804 que le califat de Sokoto instauré par Ousmane Dan Fodio⁽⁶⁾ et dont Boko Haram et le M.U.J.A.O. se réclament dès leur émergence, s'affronta aux autres royaumes sous prétexte de collusion de ces derniers avec les pouvoirs en place. De même Checkou Amadou, fondateur peulh du Macinah dont Hamadoune Kouffa s'échine à défendre l'héritage spirituel, se distingua également en 1819 par ses attaques dirigées contre les royaumes des Bambara, Soninké, Dogon et Peuls animistes, qu'il entendait islamiser.

D'une manière générale, les salafistes qui marquent leur hostilité envers le *soufisme* pourtant considéré comme le socle des référents religieux musulmans au Sahel⁽⁷⁾ se distinguent autant par leur aversion pour le maraboutisme et le culte des saints, que par leur volonté proclamée de réislamisation des sociétés et de recours au *djihad*, contre ce qu'ils considèrent comme étant des formes d'hérésie (*al bidaa*) et des régimes mécréants⁽⁸⁾.

De ce point de vue, il convient de noter que Boko Haram, le G.S.P.C devenu A.Q.M.I., le M.U.J.A.O., le Front de Libération du Macinah (F.L.M.) et Ansar Eddine ne s'inscrivent pas dans une autre logique de confrontation avec les pouvoirs en place, revendiquant l'instauration d'un gouvernement islamique fondé sur la *chariaa* (législation islamique), rejetant le principe de la démocratie considérée comme *Kofr* (apostasie) et affichant clairement leur volonté de réguler les pratiques religieuses et sociales, ainsi que les aspects les plus caractéristiques de la vie privée des personnes⁽⁹⁾.

Il reste à observer que si du point de vue historique, l'émergence du courant salafiste au Sahel est antérieure au XX^{ème} siècle, deux facteurs géopolitiques contribuent néanmoins à son développement: il s'agit du prosélytisme sournois de certaines monarchies du Golfe auquel s'ajoutent les pratiques hégémoniques des puissances occidentales, particulièrement exacerbées depuis la fin de la guerre froide.

1-2 Les dynamiques de la radicalisation religieuse au Sahel

Nonobstant les contextes socio-économiques, politico-sécuritaires et culturels qui déterminent la réceptivité de certaines populations du Sahel-Sahara à l'idéologie salafiste et qui seront abordés *infra*, il s'agit ici de tenter de décrire les processus par lesquels la radicalisation religieuse s'effectue dans cette région, par rapport à l'*islam soufi* traditionnellement bien ancré dans les cultures locales, réputé tolérant, pacifique et convivial.

Dans ce cadre, il importe d'indiquer d'emblée que la filiation établie par certains analystes⁽¹⁰⁾ entre la pénétration *salafiste-djihadiste* au Sahel et la stratégie saoudienne de diffusion du *wahhabisme*, est étayée par au moins deux éléments.

Ainsi, le premier indicateur est lié à la politique saoudienne de *sponsoring* du salafisme, illustré par le financement de mosquées et la formation des imams chargés de les encadrer, appelés de la sorte à enraciner -par la prédication et l'enseignement- le *wahhabisme* en Afrique subsaharienne. Il constitue la voie royale d'*infiltration* des sociétés sahéliennes et de leur *endoctrinement* par l'entremise de notabilités locales, dont les prêches incendiaires mettant en cause les dérives morales, les injustices sociales et les abus d'autorité des administrations locales s'avèrent d'un

puissant impact sur les sentiments religieux des catégories sociales les plus perméables. De même, la proximité avec les personnalités proches des milieux islamistes constitue, pour les Saoudiens, un *investissement* de grande importance dans leur stratégie de *salafisation* du monde musulman. De ce point de vue, l'itinéraire d'Iyad Ag Ghaly, émir d'Ansar Eddine, est particulièrement révélateur des accointances prêtées aux autorités saoudiennes avec les mouvements salafistes dans le monde⁽¹¹⁾.

Le deuxième élément est relatif à l'implication de certains pays du Golfe dans la mobilisation des candidats au *djihad* et leur acheminement vers les champs d'opération des *guerres saintes*, comme en Afghanistan et en Bosnie. Or, le soutien logistique accordé par ces pays aux combattants *de l'islam*, les rend aujourd'hui en partie responsables des «effets différés» générés par ces mêmes *combattants*, après leur retour dans leurs pays d'origine, dont certains ont constitué l'ossature fondamentale des mouvements terroristes tels que les G.I.A., le G.S.P.C. (A.Q.M.I.) et le mouvement d'Al-Mourabitoune dirigé par Mokhtar Ben Mokhtar, un vétéran d'Afghanistan à l'origine de la fusion du M.U.J.A.O. et du groupe des «Signataires par le Sang», qu'il avait fondé en décembre 2012.

D'autre part, si l'islamisme radical possède ses *mamelles nourricières* et bénéficie du *sponsoring* des puissances engagées dans des compétitions planétaires⁽¹²⁾, il se nourrit également des sentiments d'oppression et d'injustice dont ces mêmes puissances sont rendues responsables, comme l'expriment entre autres les attentats commis contre les États-Unis et la France en septembre 2001, l'Espagne en mars 2004 et le Royaume-Uni en juillet 2005. Plus généralement, la présence militaire des puissances occidentales en terre d'Islam et les opérations qu'elles y entreprennent dans leur lutte contre le terrorisme, sont perçues comme des manifestations de pratiques hégémoniques et l'expression d'une volonté d'asservissement des peuples musulmans.

De ce point de vue, les interventions militaires menées par la France au Sahel dans le cadre des opérations Serval et Barkhane, n'échappent pas elles-mêmes à ce type de considérations, même si l'engagement de la France au Mali avait requis l'assentiment du gouvernement en place et la légitimation de l'O.N.U.⁽¹³⁾.

II- L'espace Sahélo-Saharien, terreau fertile d'implantation du salafisme djihadiste

Tirant profit de la misère sociale des couches populaires, le *salafisme djihadiste* ne répugne pas à exploiter les frustrations de la jeunesse en majorité désœuvrée et sans réelles perspectives d'insertion dans les circuits de l'*économie formelle*. En outre, il ne manque pas de faire preuve d'*opportunisme politique* en s'associant aux rébellions locales dans leur opposition aux pouvoirs centraux, tentées d'exprimer par ce biais, le rejet d'une politique de marginalisation qui exclut des régions entières comme l'*Azawad* au Mali, des bénéfices de la construction nationale et de l'aide publique au développement. En outre, dans leur quête de financement de leurs activités terroristes, les groupes djihadistes ne se contentent plus des rapt d'étrangers en vue de leur rançonnement, mais monnayent désormais leur soutien aux réseaux mafieux locaux en exigeant d'eux le versement de dîmes en échange de leur protection.

2-1 La misère sociale, un tremplin pour le radicalisme religieux

Comptant parmi les Pays les Moins Avancés de la planète, les Etats de la zone sahélo-saharienne (Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Tchad) sont soumis aux pesanteurs des facteurs de vulnérabilité structurelle comparables: chômage élevé touchant particulièrement les jeunes, importance de l'analphabétisme des personnes adultes notamment de sexe féminin, faible taux de scolarisation des enfants en milieu rural et paupérisation aggravée par les conditions climatiques extrêmes. De fait, ces dernières engendrent des périodes de sécheresse qui annihilent non seulement toute perspective d'accès à l'autosuffisance alimentaire, mais provoquent surtout des tensions récurrentes liées à la mobilité des éleveurs nomades et à l'exploitation des espaces agro-pastoraux⁽¹⁴⁾.

Or, cette situation de forte précarité touchant de larges fractions des populations sahélo-sahariennes, subit le poids pénalisant d'autres handicaps de taille: il s'agit des effets cumulés de la faiblesse des infrastructures routières et ferroviaires qui accentuent l'isolement des zones déshéritées comme le nord-Mali, du développement dérisoire des programmes d'électrification hors zones urbaines, des archaïsmes des structures dédiées à

la prise en charge des besoins sanitaires et éducatifs et, surtout, de l'état embryonnaire de l'industrialisation dans ces pays, en raison de l'insuffisance des capacités d'épargne nationale et de l'absence d'attractivité des investissements directs étrangers. En conséquence, la pauvreté constitue un phénomène des plus répandus dans toute la zone sahélo-saharienne, en dépit même de la forte mobilisation des institutions multilatérales, des O.N.G. et de l'engagement des Etats à en réduire l'importance⁽¹⁵⁾.

De ce fait, à défaut de proposer un «modèle alternatif» de sortie du sous-développement, les *salafistes* sont tentés d'exploiter la détresse des couches sociales déshéritées en jouant sur deux tableaux : la stigmatisation des élites gouvernantes qu'ils chargent des *malédiction*s qui affectent les pays de la zone ; puis la glorification du modèle d'organisation sociale de type *islamique*, dont ils font miroiter les vertus en valorisant essentiellement les principes d'égalitarisme et de solidarité, considérées comme les valeurs fondatrices de toute *communauté musulmane*. Il reste que faute de prospecter les voies et moyens d'assurer du travail licite aux nombreux demandeurs d'emploi et de garantir des ressources pérennes aux familles en détresse, il est plus commode pour eux de s'offusquer des spectacles désolants qu'offrent les milliers d'inactifs qui hantent les rues des agglomérations urbaines et de vilipender les pratiques de la mendicité et de la prostitution devenues courantes, tout en s'abstenant de s'attaquer de front aux réseaux de la criminalité organisée.

2-2 Les réseaux du crime organisé, un auxiliaire avéré du *salafisme djihadiste*

Une autre particularité que recèle l'espace sahélo-saharien est l'importance remarquable que revêt l'*économie informelle* dans les pays confrontés localement au radicalisme violent, révélant au grand jour la réalité des interconnexions qui s'opèrent entre les contrebandiers en tout genre et les réseaux *djihadistes*.

De fait, connue pour être une véritable plaque-tournante de circulation illégale des armes de petit calibre, la zone sahélo-saharienne constitue également un espace de contrebande de produits divers, allant des cigarettes aux denrées alimentaires, du trafic de véhicules à celui des stupé-

fians dont notamment, à partir de sa pénétration par l'Afrique de l'Ouest, celui plus redoutable de la cocaïne en provenance d'Amérique latine.

Or, si l'immensité désertique que partagent les pays sahéliens constitue en elle-même un obstacle de taille à toute prétention de maîtrise territoriale, force est d'admettre que la collusion des réseaux de trafiquants avec les groupes djihadistes accentue les vulnérabilités des Etats sahélo-sahariens et engendre, du fait même de l'incapacité des gouvernements locaux à assumer les fonctions régaliennes qui sont les leurs, la démultiplication des *zones de non-droit*.

Par ailleurs, dans leur stratégie de pénétration et d'immersion au sein des populations qu'ils souhaitent gagner à leur cause, les groupes *djihadistes* ne manquent pas de nouer des relations matrimoniales avec des fractions tribales locales, comme à Tombouctou où A.Q.M.I. a réussi à s'allier les castes privilégiées des tribus arabes *Berabiches*, tels que les Ouled Driss et les Ouled Ich, très proches des milieux mafieux et rebelles⁽¹⁶⁾. En outre, dans le sillage de leur politique de proximité avec les populations, les groupes djihadistes n'hésitent pas à bousculer les *ordres sociaux* locaux en remodelant les *hiérarchies*, comme par exemple au Mali, lorsque Hamadoune Kouffa défendit les Peuls de Mopti et de Ségou contre les notabilités locales, mais aussi les humbles Diallo contre l'aristocratie des Dicko, assurant du coup leur ralliement au djihad qu'il proclame sous la bannière d'Ansar Eddine depuis 2012. De même, au Niger, le M.U.J.A.O. n'usa pas d'autre stratégie à l'égard des Peuls Tolobe, qu'il protégea des attaques de la tribu targuie des Daoussahak et auxquels il avait même permis de récupérer des terres de pâturage précédemment spoliées, tout comme d'autres combattants maliens ont rallié les *Mourabitoune* pour échapper aux exactions des milices Bambara ou Dogon⁽¹⁷⁾.

Au-delà des exemples d'allégeance des tribus sahélo-sahariennes aux mouvements terroristes de la région qui révèlent toute la prégnance des motivations sécuritaires, voire même le primat de ces dernières sur les déterminants purement religieux, il convient de ne pas perdre de vue que l'engagement dans le terrorisme comme le basculement dans la criminalité

organisée obéissent aux effets conjugués de deux phénomènes majeurs : la marginalisation socio-politique de certains groupes communautaires et la paupérisation qui affecte des régions entières.

De ce point de vue, si le radicalisme violent se développe dans des contextes où les sentiments d'oppression et d'injustice sont fortement exacerbés, l'extrémisme religieux apparaît comme le véritable catalyseur du terrorisme, tel le feu agissant sur l'eau bouillante de la marmite, dont le couvercle risque de sauter dès lors qu'aucune soupape de sécurité ne permet à la marmite d'expulser le trop-plein de vapeur.

III- Renforcer les capacités de résilience des pays Sahélo-Sahariens, un enjeu majeur pour les partenaires régionaux et internationaux

La région sahélo-saharienne est au confluent de *dynamiques plurielles*, dont l'effet cumulatif comporte le risque incontestable -si leur tendance persiste-, d'accentuer les fragilités sociales, d'exacerber les antagonismes locaux et d'entraîner les Etats dans un nouveau cycle d'instabilité politique, susceptible d'affecter significativement la sécurité du voisinage par une recrudescence encore plus soutenue des *migrations de crises*.

De fait, aux effets implacables du *dérèglement climatique* qui se traduit, à l'échelle du Sahel-Sahara, par la raréfaction des précipitations et l'occurrence plus manifeste des périodes de sécheresse, se greffe l'*essor démographique* dont le taux de croissance est l'un des plus élevés au monde⁽¹⁸⁾. Ainsi, dans des pays où les équilibres budgétaires peinent à s'équilibrer et restent fortement tributaires de l'Aide Publique au Développement, l'augmentation des besoins en alimentation due à la croissance naturelle de la population constituera, pour les gouvernements des Etats sahélo-sahariens, un défi de premier plan qui ne saurait être relevé sans une plus grande implication de la communauté internationale.

D'autre part, la trop forte extraversion des économies sahéliennes dominée par le régime de la mono-exportation ; la structure même des économies locales essentiellement fondée sur le secteur minier, l'artisanat et l'agropastoralisme ; l'absence de pôles industriels capables de diffuser leurs effets structurants sur l'environnement économique sous-régional ; le faible encadrement administratif et l'incapacité matérielle des pouvoirs publics à assurer la régulation de la vie économique sur l'ensemble des

territoires de la sous-région, favorisent l'ancrage d'un *phénomène systémique*: l'*«économie grise»*. Or, le contrôle de cette dernière constitue à la fois une condition de survie pour les populations locales, mais également le centre de *luttas d'influence* d'une pluralité d'acteurs.

De ce point de vue, la construction d'une paix durable au Sahel et la préservation de la sécurité régionale commandent d'agir sur plusieurs fronts.

3.1- Les limites inhérentes aux stratégies de régulation militaro-sécuritaire du terrorisme

Bien que le terrorisme au Sahel soit l'œuvre de groupuscules essentiellement idéologiques composés d'effectifs relativement peu nombreux, leur capacité de nuisance est néanmoins loin d'être négligeable, comme le révèle l'insécurité permanente qu'ils continuent d'alimenter dans la région, en dépit de la mobilisation des forces tant des pays du G.5- Sahel, que françaises, américaines ou internationales dans le cadre de la MINUSMA⁽¹⁹⁾. En effet, le terrorisme agit de manière impromptue et entreprend ses actions sur un champ de bataille aux contours indéfinis, s'attaquant aux forces armées gouvernementales et aux membres des services de sécurité, aussi bien qu'aux civils autochtones et aux étrangers. Il a de surcroît l'avantage de se déployer dans une zone aux caractéristiques spécifiques, fondamentalement marquées par l'immensité désertique des territoires sahélo-sahariens et des lignes frontières faiblement surveillées, ce qui assure aux groupes terroristes une certaine marge de manœuvre en matière de repli tactique, chaque fois que des offensives militaires menées par des forces gouvernementales ou de leurs alliées, mettent ces derniers en déroute.

Toutefois, il convient d'observer que les groupes *terroristes* sahéliens qui se réclament de l'*islam*⁽²⁰⁾, fondent leur *légitimation* sur leur rejet des régimes politiques locaux considérés comme l'émanation de l'hégémonie occidentale, traitant les élites gouvernantes de suppôts de l'Occident, d'apostats et de tyrans (*Taghout*), les affublant de tous les maux sociaux. C'est pourquoi les intermèdes durant lesquels ils parviennent à imposer leur autorité, comme dans le nord Mali au début de la crise de 2012-2013, sont toujours mis à profit par les mouvements terroristes pour promouvoir la *gouvernance islamique*, essentiellement organisée autour de trois volets : une certaine forme de *justice sociale*, soutenue par un discours de

type égalitariste ; une *police des mœurs* se traduisant par la répression des *dérives morales* telles que la prostitution et la consommation d'alcool et, enfin, un certain niveau de *sécurisation des biens et des personnes*, notamment par la réduction drastique des vols de bétail et la *démocratisation* de l'accès aux zones de pâturage.

Ainsi qu'il peut être déduit de ce qui précède, le terrorisme n'est jamais un phénomène *désincarné*, mais s'articule autour d'un ensemble de *justifications* qui dévalorisent ses cibles et motivent ses coups d'éclat, d'une part en conférant à ses opérations le label idéologique de référence (ici le label islamique de *djihad*), d'autre part en faisant miroiter un type d'organisation sociale et politique censé s'inspirer de principes et de valeurs fortement idéalisées (ici la *chariaa* et les traditions du prophète).

En conséquence, la lutte contre le terrorisme ne saurait se réduire à sa dimension strictement militaro-sécuritaire. Elle exige la prise en compte du *socle idéologique* qui lui sert de justification, mais aussi les aspirations légitimes des populations à l'*ancrage démocratique* et, surtout, leur besoin d'émancipation par l'organisation d'une véritable alliance mondiale contre les racines et les effets ravageurs du *sous-développement*.

3.2- Pour une démarche holistique et coordonnée du traitement du terrorisme au Sahel

Que peuvent faire les Etats ou la communauté internationale dans son ensemble, qui ne soit déjà fait pour affronter le terrorisme au Sahel ? De fait, tant au plan militaro-sécuritaire que diplomatique et socio-économique, les initiatives politiques internationales et les programmes de sortie de crise au Sahel sont si nombreux et si diversifiés (au moins 18 stratégies élaborées pour le seul Sahel), qu'on a peine à en faire l'inventaire général et, surtout, à en apprécier judicieusement l'impact. Toutefois, à défaut d'un diagnostic détaillé des mesures de redressement de la situation sécuritaire adoptées ou préconisées par divers acteurs (Etats, organisations multilatérales, groupements régionaux et sous-régionaux, O.N.G., etc.), un constat global s'impose : il s'agit du caractère disparate et non véritablement coordonné des initiatives du genre, dont il ressort une certaine absence de synergie fonctionnelle, comme l'a eu à le déplorer le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas, devant le C.S.N.U. en janvier 2018⁽²¹⁾. Si tel est le cas, les

raisons sont à trouver dans l'attachement de certains Etats à n'inscrire leurs initiatives que dans des stratégies d'action conformes à leurs options doctrinales, en matière d'engagements internationaux. Les raisons résident également dans le fait que des puissances extra-régionales, entendent favoriser des coalitions qui leur assurent un certain niveau d'influence. D'autres encore, sans se désolidariser des stratégies de sécurité mises en œuvre au Sahel-Sahara, ne manquent pas de souligner la prééminence des organisations sous-régionales existantes, qu'ils souhaitent impliquer activement dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Nonobstant la réalité des différences de perception et la variété des approches que les Etats souhaitent promouvoir afin de réduire les menaces à la sécurité régionale, l'endiguement du terrorisme au Sahel-Sahara ne saurait être efficient s'il n'intègre pas -en dehors de l'incontournable régulation sécuritaire- deux autres aspects principaux d'apparence différenciés, mais intrinsèquement liés: ils concernent les dimensions socio-économique, religieuse et culturelle de la lutte contre le radicalisme violent.

3.2.1- La dimension socio-économique de la lutte contre le radicalisme violent

Le terrorisme qui s'est greffé au Sahel-Sahara sur fond de contestation socio-politique, n'a pu se développer dans cette région du monde qu'à la faveur du marasme socio-économique y prévalant, comme au Mali à la suite de la crise libyenne de 2011, où des velléités autonomistes se sont exprimées dans la région de l'*Azawad*.

De fait, s'agissant du Mali, deux éléments substantiels méritent d'être évoqués: le premier concerne ce qui semble traduire un certain *irrédentisme targui* ; le second invite à réfléchir sur les *fonctions socio-économiques* et *politiques* de l'économie *grise* au Sahel.

En premier lieu, les rebellions armées successives des Touareg au Mali, assimilables ou non aux frondes de leurs congénères du Niger, ont fini par imposer le sentiment d'enracinement d'un certain *irrédentisme* des populations targuiques, qui serait né par réaction aux politiques d'ostracisme supposées pratiquées par les autorités centrales des deux pays sahélo-sahariens.

En fait, il ne semble pas que les révoltes des Touareg maliens expriment autre chose qu'un réel sentiment d'exaspération des populations du Nord contre les effets de la sécheresse qui sévit dans leur région et, par ricochet, contre l'impression d'abandon des autorités centrales à leur égard, les rebellions étant de nature sporadique et ne s'inscrivant pas dans des projets politiques structurés et consensuels. Or, cet état de fait ne résulte pas seulement de la mobilisation, au côté des Touareg, de la communauté des Arabes maliens regroupés au sein du M.A.A. (Mouvement Arabe de l'Azawad) et de son adhésion au principe d'autonomie de la région du Nord, mais il est aussi largement conforté par les vives dissensions que connaissent les Touareg eux-mêmes, partagés entre la mouvance représentée par la C.M.A (Coordination des Mouvements de l'Azawad), celle de la C.P.A. (Coordination pour le Peuple de l'Azawad) et celle de la C.M.-F.P.R. (Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance), mais surtout celle du G.A.T.I.A. (Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés).

A l'évidence, la réalité décrite illustre largement l'inconsistance du raisonnement fondé sur l'irrédentisme supposé des Touareg, dont les manifestations épisodiques semblent devoir s'interpréter par des considérations davantage liées aux conditions socio-économiques dégradées prévalant au nord-Mali, l'autonomie de l'Azawad ne constituant, de ce point de vue, qu'une forme de légitimation d'une revendication transcendant les clivages communautaires, mais aucunement déterminée par un quelconque repli identitaire.

D'autre part, il convient de noter que les revendications d'autonomie ont pu également servir de «paravent» à des motivations aussi bien de type idéologique que mafieux, celles-ci n'étant portées que par des franges particulières des populations locales. Ainsi, dans le Nord-Mali, la situation de crise qui a prévalu en 2012-2013 a permis l'implantation de groupes idéologiques se réclamant du salafisme djihadiste, comme A.Q.M.I., Ansar Eddine, le M.U.J.A.O., Ansar Echariaa, etc. Cette crise n'a pas manqué, non plus, de transformer le Sahel en une espèce de terrain de confrontation de type mafieux, c'est-à-dire une zone de luttes d'influence entre clans et tribus pour le contrôle des circuits de contrebande et de trafic de drogue⁽²²⁾.

Sous cet angle, l'*économie grise* apparaît comme le nouveau champ d'opération d'acteurs multiples, tels que les groupes terroristes islamiques, pour lesquels le contrôle des activités de contrebande et de trafic des êtres humains, permet de générer les ressources nécessaires au maintien de leur capacité de nuisance.

Dès lors, la lutte contre le terrorisme ne saurait négliger cet aspect et pourrait gagner en efficacité en s'attaquant résolument aux facteurs de paupérisation qui gangrènent les Etats sahélo-sahariens, comme elle devrait concerner également les dimensions religieuse et culturelle.

3.2.2- Les dimensions religieuse et culturelle de la lutte contre le radicalisme violent

Si le terrorisme se nourrit, comme il vient d'être examiné, de la misère sociale et entretient ses rapports d'influence avec les milieux liés à la sphère de l'*économie grise*, il se développe néanmoins à l'ombre d'un phénomène de *salafisation* des sociétés sahélo-sahariennes, dont le développement risque à terme de générer des conflits intercommunautaires sur fond de clivages interculturels et religieux.

De fait, la configuration ethno-sociale et culturelle de la région sahélo-saharienne est dominée par deux données majeures : une mosaïque de groupes ethniques d'importance numérique variable et socialement différenciés, du moins pour un certain nombre d'entre eux ; mais aussi une pluralité de cultures locales, même si l'élément *islamique* constitue le référent dominant avec, là aussi, des nuances assez substantielles. Ainsi, le Mali compterait à lui seul près d'une trentaine d'ethnies, connues comme étant celles des Bambara (ou Ban-Mana), Bozo, Diawara, Dogon (ou Hambé), Maures, Peuls (ou Foulbé), Sarakollé (ou Soninké), Touareg et Toucouleurs. A ces principales ethnies, s'en ajoutent d'autres comme les Bobo, Khassonké, Malinké, Minianka (ou Maninka), Sénoufo, Songhaï et Sourai. D'autres encore, composées de membres numériquement moins nombreux, sont citées par certaines sources et concernent les Ouolofs, Mossi, Haoussa, Sano (ou Samo), Toma, Guerzé, Mori, Soussou, Djerma, Mandingo et les Yourouba.

Toutefois, un autre paramètre semble s'imposer aux analystes de la société malienne comme à ceux des autres sociétés africaines ; il concerne les structures tribales et claniques des communautés ethniques, dont le particularisme accentue l'hétérogénéité des sociétés africaines et complique leurs processus de socialisation politique. Ainsi, par exemple, les Touareg qui parlent dans leur ensemble le Tamachek (variante berbère) et utilisent le Tifinagh (alphabet berbère), comptent en leur sein plusieurs tribus, telles que celle des Imochar (ou Imaggaren) qui regroupe les Oullimiden et les Iguadaren, mais aussi celles des Imghad et des Bellah. Or, bien qu'issues de la même ethnie, les Imochar autant que les Imghad et les Bellah ont le sentiment d'appartenir à des lignées différentes et, partant, se prévalent de statuts sociaux différents, car si les Imochar sont considérés comme des guerriers de descendance libyco-berbère appartenant à l'«aristocratie du désert», les Imghad et les Bellah sont majoritairement de race noire et représentent les castes respectives de «tributaires» et de «captifs», situés au bas de l'échelle sociale touarègue.

Or, ces particularismes tribaux et claniques sont si prégnants qu'ils déterminent non seulement les systèmes d'alliances matrimoniaux au Mali, mais y engendrent également des ressentiments et provoquent des crispations allant jusqu'à se traduire par de sérieux clivages politiques, comme c'est notamment le cas entre Touareg Ifoghas et Touareg Imghad⁽²³⁾, ou entre Peuls Rimaïbé et Peuls Rangabés.

Enfin, si l'*islam* a acquis droit de cité au Sahel depuis le XI^{ème} siècle et doit son rayonnement à l'activisme soutenu des confréries, comme celle de la *Tidjania* ou celle de la *Qadiriya*, l'élément religieux constitue aujourd'hui un autre facteur de structuration de la géopolitique du Sahel, avec la progression sournoise de l'*islamisme wahhabite*, qui n'est autre que l'antichambre du *salafisme djihadiste* des groupes terroristes en activité dans le monde. Dès lors, la lutte contre le radicalisme violent suppose l'adoption de politiques de contrôle gouvernemental plus strict des activités religieuses, en vue d'éviter toute radicalisation salafiste (formation des imams et enseignement coranique) et, surtout, par une réforme en profondeur des systèmes éducatifs afin d'amarrer les pays de la région à la modernité⁽²⁴⁾.

Conclusion

Le Sahel-Sahara qui constitue, en termes de géopolitique mondiale, l'une des zones charnières de l'*Arc de crises* allant de l'océan atlantique à l'océan indien, porte l'empreinte de deux facteurs d'instabilité potentiellement durables: le *sous-développement endémique* et le *radicalisme violent*. Or, si les pays sahélo-sahariens partagent la tare du déficit de développement avec une grande partie de l'Afrique subsaharienne, ils représentent aujourd'hui l'une des principales zones, avec la *Corne de l'Afrique*, à souffrir de l'extrémisme religieux.

D'autre part, l'émergence du djihadisme au Sahel-Sahara, véhiculé par Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Ansar Eddine, le M.U.J.A.O., Boko Haram et d'autres groupes, n'est pas fortuite. Elle est l'émanation d'un *courant idéologique d'essence religieuse*, porté par l'*islamisme salafiste* principalement alimenté par le *wahhabisme*.

Pour s'en défaire, les Etats sahélo-sahariens doivent composer avec deux principales contraintes : la lutte contre la radicalisation religieuse par la restriction des espaces de diffusion de l'*islamisme salafiste* et la valorisation des référents religieux locaux et, d'autre part, la délégitimation du discours salafiste radical par la promotion d'une véritable gouvernance démocratique, incluant la prise en charge socio-économique des couches sociales les plus exposées au radicalisme violent, par un effort plus soutenu de la communauté internationale■

Références

1. Le salafisme djihadiste représente un courant politico-religieux apparu à la fin des années 1980, lors de la guerre menée par les Moudjahidine afghans contre les Soviétiques, puis enraciné dans un certain nombre de pays musulmans à partir du début des années 1990. Cette idéologie se distingue par la valorisation de l'islam originel et la volonté d'instauration d'un État islamique, par le rétablissement du califat. Sur cette question, voir BENICHO (David), KHOSROKHAVAR (Farhad) et MINGAUX (Philippe), *Le Djihadisme*, Paris, Plon, 2015, 496 p. Voir, également, BURGAT (François), *Comprendre l'Islam politique*, Paris, La Découverte, octobre 2016, 260 p. ; DEL VALLE (Alexandre), *Les vrais ennemis de l'Occident : Du rejet de la Russie à l'islamisation des sociétés ouvertes*, Edit. L'artilleur, 2016, 560 p. Voir, aussi, CONESA (Pierre), *Dr Saoud et Mr. Djihad : La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*, Edit. Robert Lafont, 2016, 306 p. ; AMGHAR (Samir), *Le salafisme d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Michalon, 2011, 284 pages.
2. Le hanbalisme, de l'imam Ahmed Hanbal (780-855), constitue la source d'inspiration fondamentale du wahhabisme. Il représente à côté du malékisme, du hanafisme et du chaféisme, la doctrine la plus rigoriste des interprétations de l'islam en matière de jurisprudence propre à l'islam sunnite. Voir, pour un historique général du wahhabisme et les nouveaux courants réformateurs, LACROIX (Stéphane), « Les nouveaux intellectuels religieux saoudiens : le Wahhabisme en question », *Revue des mondes musulmans de la Méditerranée*, juillet 2008, pp. 141-159.
3. La Jamaat' Tabligh proche de l'école hanafite, est une association apolitique de prédication islamique fondée en Inde vers 1927 par Muhammad Ilyas Kandhlawi (1885-1944), devenue par la suite un mouvement aux ramifications transnationales. Elle prône une interprétation littéraliste du message coranique et un respect scrupuleux des traditions du prophète et de ses compagnons. Pour plus d'indications, voir OTAYEK (René), SOARES (Benjamin) (édit.), *Islam, Etat et Société en Afrique*, Paris, Edit. Karthala, 2009, 528 p.
4. Cette version est quelque peu nuancée par Mathieu Pellerin, car s'il ne conteste pas la filiation établie par beaucoup d'analystes entre le wahhabisme et le djihadisme, il n'en estime pas moins que « le salafisme est loin d'être la spécificité des wahhabites », arguant que ce courant doctrinal « concerne également l'école malékite, dominante au Sahel ». Voir, sur ce point, l'analyse développée par l'auteur in PELLERIN (Mathieu), *Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel*, Notes de l'Ifri, IFRI, février 2017, p.5.
5. La Qaddiriya est une confrérie soufie née au XI^{ème} siècle et fondée par le Cheikh Moulay Abd Al-Qadir Al Jilani (1077-1166). Les enseignements de la tarîqa Qaddiriya sont dispensés par un guide spirituel désigné sous le vocable de Cheikh. Cette confrérie est présente dans plusieurs pays et sa pénétration au Mali est datée du XV^{ème} siècle. Pour une analyse approfondie du soufisme dans ce pays, cf. BOLDY (Hamadou), *Le soufisme au Mali du XIX^{ème} siècle à nos jours : religion, politique et société*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2013, 405 p.
6. Ousmane Dan Fodio (1754-1817) est un réformateur peul sunnite, très attaché à l'ascétisme soufi. En 1884, il s'opposa au roi du Gobir, le sarkin Yunfa hostile au soufisme, et lui déclara la guerre sainte. Avec l'appui de ses fidèles et le soutien des animistes peuls, il soumet les Haoussa, le Nupe et l'Adamaoua à son empire, qu'il fonda avec pour capitale Sokoto.

7. Le soufisme est une forme d'ascétisme dont la pratique vise la purification de l'âme. La prégnance du soufisme en Afrique subsaharienne, incarné par les confréries Qaddiriya et Tidjaniya, est d'autant plus évidente que les imams d'obédience salafiste se refusent à assumer ouvertement leur adhésion au wahhabisme, en dépit même du fait qu'un grand nombre d'entre eux ont reçu leur formation dans certains pays du Golfe, ou même dans les institutions africaines soutenues par certaines monarchies du Golfe, telles que l'université islamique de Say au Niger ou l'université du Sahel au Mali. Voir, à cet égard, les commentaires avisés de Mathieu Pellerin, op.cit., pp. 6 et suiv.
8. Pour une analyse pertinente des logiques de mobilisation des groupes djihadistes au sud du Sahara à travers l'exemple de Boko Haram, voir PEROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine), Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? Questions de Recherche n°40, Juin 2012, 33 p.
9. Il convient toutefois d'observer qu'au-delà de leur volonté de réislamisation des sociétés et des régimes qu'elles pourfendent, certaines des entités islamiques sus-évoquées se distinguent des autres du fait qu'elles ne s'identifient pas au courant salafiste et ne rejettent pas le soufisme. C'est notamment le cas du F.L.M., dont le leader Hamadoune Kouffa a pu s'imposer comme la figure religieuse la plus charismatique dans la région de Mopti, avant de se radicaliser avec la création de la Katibat Macinah, affiliée à Ansar Eddine depuis 2012.
10. Voir, à titre d'exemple, la contribution de Jean-François COUSTILLIERE, « Le wahhabisme et sa volonté de dominer le monde arabo-musulman : une menace en Méditerranée ? », in El Watan du 12-05-2013, pp.22-23. Cf., également, SAMBE (Bakary), Radicalisation islamique et enjeux sécuritaires au Sahel : De l'influence wahhabite au terrorisme, European Foundation for Democracy, octobre 2013, 16p.
11. Ancien consul du Mali en Arabie Saoudite, devenu par la suite chef attiré d'Ansar Eddine, Iyad Ag Ghaly est tout comme Hamadoune Kouffa, un transfuge de la Jamaat' Tabligh, les deux ayant rejoint A.Q.M.I. lors de la crise malienne de 2012. Cf., sur ce point, Mathieu PELLERIN, « Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel », Notes de l'Ifri, IFRI, février 2017, p. 15.
12. Sur l'implication des Etats-Unis dans la création de l'organisation Al-Qaïda et l'enrôlement des combattants djihadistes en Afghanistan, cf. la révélation faite par l'ex-Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, devant le Congrès américain et rapportée par El Watan du 27-01-2013, p. 28.
13. Suite à la prise de contrôle du Nord-Mali par les mouvements rebelles et les groupes islamistes, la France intervient le 11 janvier 2013 dans le cadre de l'opération Serval et permet, en appui aux forces africaines et maliennes, de stopper la progression des forces anti-gouvernementales. Lui succédant le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane vise à apporter son soutien opérationnel aux forces armées des cinq Etats du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) engagées contre le terrorisme. Mais bien qu'autorisées par la résolution 2085 adoptée par le C.S.N.U. le 20 décembre 2012, les interventions militaires françaises ont été perçues par certains courants

d'opinion comme les manifestations de la volonté française de préserver l'hégémonie de l'ex-puissance coloniale dans la région.

14. Voir, sur ce point, les réflexions développées par HIYA MAIDAWA (Moustapha), ANDRES (Ludovic), YAMBA (Boubacar) et LEBAILLY (Philippe), *Mobilité pastorale au Sahel et en Afrique de l'Ouest : essai de synthèse*, in [http : http://ipar.sn/biblio/ipar/doc_num.php?explnum_id=245](http://ipar.sn/biblio/ipar/doc_num.php?explnum_id=245).
15. En plus des perspectives ouvertes, dans le cadre des Nations-Unies, par les huit «Objectifs du Millénaire pour le développement» (A/Res./55 du 08-09-2000) fixés pour 2015 et des 17 «Objectifs de Développement Durable» arrêtés pour 2030 (A/Res./70 du 21-10-2015), les pays du Sahel bénéficient d'un nombre considérable de programmes de lutte contre la pauvreté et la sécheresse émanant d'initiatives individuelles de certains Etats, mais aussi de l'Union européenne, du C.I.L.S.S. (Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel) et de nombreuses autres organisations régionales et sous-régionales.
16. Cette proximité relevée par plusieurs auteurs, ne concerne pas uniquement les Berabiches de l'Azawad qui collaborent avec A.Q.M.I. à qui ils assurent l'appui logistique, mais aussi la tribu arabe des Lamhar, engagée auprès du M.U.J.A.O. dès 2012, ces deux communautés bénéficiant en retour, de la garantie d'exercice de leurs activités criminelles sans s'exposer aux exactions d'autres groupes ethniques ou celles des organisations terroristes.
17. Sur le phénomène général de "radicalisation de l'Islam" et d'"islamisation du radicalisme", voir NORMAND (Nicolas), *Pour un Sahel pacifique et prospère*, Paris, IPAMED Palimpsestes n° 21, septembre 2018, pp. 4 et suiv. In :
1. https://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1538386515_ipemedpalimpsestes21sahel2018hd.pdf.
18. Les statistiques onusiennes relatives au Sahel font valoir que le taux de fécondité est le plus élevé au monde au Niger, avec 7,6 enfants par femme, suivi de celui du Mali à raison de plus de 6 enfants par femme. Sur cette base, la population du Sahel qui compte actuellement 125 millions d'habitants, s'élèvera à 330 millions d'habitants en 2050. De ce fait, il est fort à craindre qu'un tel boom démographique ne saurait manquer d'engendrer, si rien n'est fait pour modifier les données notamment par une politique plus soutenue de planning familial, des migrations transfrontalières sans précédent vers l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et les autres continents.
19. Face à la menace terroriste qui s'exerce au Sahel, les effectifs mobilisés au titre de la MINUSMA et arrêtés à janvier 2019 sont évalués à 12.418 militaires et à 1.767 policiers pour le seul Mali. Les forces mobilisées par la France dans le cadre de l'opération Barkhane comptent environ 4500 militaires, à quoi s'ajoutent celles des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) évaluées, à terme, à 5000 hommes. De leur côté, les Américains disposent d'une base de drones et de 800 soldats au Niger, sur un total de 6000 hommes déployés en Afrique. En dépit de cette armada, A.Q.M.I. et l'État Islamique du Grand Sahara, continuent de faire preuve de leur capacité de nuisance en effectuant des incursions dans la région (Mali et Niger).
20. Ainsi, en plus d'A.Q.M.I., d'Ansar Eddine, du M.U.J.A.O. et de Boko Haram qui n'ont jamais fait mystère de leur engagement djihadiste, des groupes terroristes sahéliens plus récents affiliés à Al Qaïda, ont proclamé leur volonté d'union en adhérant

au Rassemblement pour la Victoire de l'Islam et des Musulmans (RVIM). D'autres, liés à Daech, se revendiquent du même objectif de création d'un Etat islamique au Sahel, tel que le mouvement de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS). Pour une analyse du djihadisme en Afrique du Nord et au Sahel, cf. MASSON (Michel), « Les groupes islamistes se réclamant d'Al-Qaïda au Maghreb et au Nord de l'Afrique », in *Confluences Méditerranée*, 2011/1 (N° 76), pp. 155 – 168.

21. Présentant le rapport du Secrétaire Général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), devant le C.S.N.U. en janvier 2018, M. Mohamed Ibn Chambas a indiqué qu'en dépit des avancées réalisées en matière de transition démocratique et politique, la situation sécuritaire dans la région n'était pas moins préoccupante, du fait que les groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique du Grand Sahara, ainsi qu'au Niger continuaient d'y mener leurs opérations terroristes. D'autre part, s'alarmant des «effets délétères de la désertification qui... pousse les éleveurs à la transhumance», le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies souligne que «la réponse sécuritaire devait être complétée par des mesures destinées à renforcer la gouvernance, le développement ainsi que la résilience de la population sahélienne», en expliquant qu'«un plan d'appui à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel sera prochainement partagé avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux afin d'harmoniser les efforts et de définir un appui effectif pour le Sahel». Cf., sur ce point, le document électronique Nations Unies, Couverture des réunions et communiqués de presse, Conseil de Sécurité, CS/13161, 8156E Séance, 11 janvier 2018, in <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13161.doc.htm>
22. Sur la problématique générale de criminalisation de la radicalisation religieuse au Sahel et en Afrique de l'Ouest, voir SILLAH (Kalie), *Peace and security deficits in the turbulent Mano River Basin and Mali*, Gorée Institute, Dakar, 2013, 117 p. Voir, aussi, MOULAYE (Zeïni), *La problématique de la criminalité transnationale et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité*, publication de la Friedrich Ebert Stiftung, Bamako, février 2014, 32p.
23. Au demeurant, ce type de clivages explique largement pourquoi les Touareg Imghad (singulier : Amghid, c'est-à-dire roturier ou vassal) et les Touareg Ifoghas (singulier : Afaghis, c'est-à-dire noble) marquent leur différence en adhérant à des formations politico-militaires distinctes et largement concurrentes, sinon opposées. De fait, alors que les premiers réfutent l'indépendance de l'Azawad et réaffirment le «plein respect de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale» du Mali en s'engageant dans la «Plateforme des mouvements républicains» du 14 juin 2014 favorable au gouvernement, les seconds affichent clairement leur volonté de détacher l'Azawad du Mali et militent pour son indépendance, en se regroupant au sein du M.N.L.A., du H.C.U.A. et du M.A.A. Toutefois, ces clivages ethno-sociaux ne sont ni systématiques et étanches, ni même figés et constants, comme l'indique le Groupe d'Auto-défense Touareg Imghad et Alliés (G.A.T.I.A.), ou comme l'illustre l'engagement du M.A.A. au sein de la C.M.A., ou même celui des nombreux groupes «dissidents» aux identités ethno-sociales assez confuses, tels que le Front Populaire de l'Azawad (F.P.A., dissident du M.N.L.A.), le Mouvement Patriotique pour le Salut du peuple de l'Azawad (M.P.S.A., dissident de la «Plateforme»), la Coalition du Peuple de l'Azawad (C.P.A.) et la Coordination des Mouvements des Forces Patriotiques2 (C.M.F.P.2).

24. La reconstruction des systèmes éducatifs s'impose comme l'autre priorité à intégrer dans les agendas de lutte contre la radicalisation religieuse dans les pays sahélo-sahariens. En effet, en plus du grave phénomène de déperdition scolaire signalé par le P.N.U.D., touchant aussi bien le Mali que le Niger où seul un écolier sur trois accomplit son cursus scolaire dans le premier cycle, et où les enfants ne fréquentent l'école primaire que durant 18 mois dans le second, la désaffection des élèves vis-à-vis de l'enseignement public pour raisons de rejet de l'«occidentalisation» pose un problème de fondamentalisme religieux, que les autorités doivent combattre. Ainsi, on retrouve à ce niveau, tout l'impact de l'idéologie wahhabite dont le financement des écoles coraniques (au nombre de 50.000 dans le seul Niger), l'encouragement des médersas et les enseignements qui y sont dispensés, privent ces pays de techniciens et de scientifiques aptes à relever les défis du développement qui se posent avec une grande acuité dans cette région.